

**Zakaria TAHA**

**« La problématique de la laïcité à travers l'expérience du parti Baath en Syrie »**

Thèse de doctorat en Etudes Politiques, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Jury :

**Olivier Roy**, Directeur de recherche au CNRS, Institut Universitaire Européen  
Florence, Directeur de thèse

**Pierre-Jean Luizard**, Directeur de recherche au CNRS-GRSL-EPHE, rapporteur

**Farhad Khosrokhavar**, Directeur d'études à l'EHESS, CADIS-EHESS, président du  
jury

**Mohamed Chérif-Férjani**, Professeur, Université Lyon 2, rapporteur

Thèse soutenue le 5 janvier 2012 à l'EHESS-Paris. Mention très honorable à  
l'unanimité du jury

### **Résumé de la thèse**

Si le débat sur la laïcité suscitait un grand intérêt dans les sociétés arabes et musulmanes, la problématique de la laïcité a notamment été appréhendée selon une approche essentialiste qui réduit la laïcité à une lecture qui se limite à sa dimension religieuse, en l'occurrence l'islam. Un point de vue assez largement répandu dans les opinions publiques et les médias occidentaux en particulier, mais aussi chez un certain nombre de laïques arabes assimile le problème que suscite la question de la laïcité dans les pays arabes à une incompatibilité de l'islam (religion de la majorité) avec les principes de la laïcité. Cette lecture qui réduit la société arabe à l'islam, l'islam au texte, au dogme et à la *Charia*, emprisonne la problématique dans des dualités classiques incarnées par les oppositions Orient/Occident, islam/christianisme<sup>1</sup>. Ce qui fait que la question de la laïcité reste confinée à un aspect idéologique, voire théologique, abstraction faite des réalités sociopolitiques.

Aujourd'hui encore, de nombreux travaux sur la laïcité dans le monde arabe continuent de considérer l'islam comme un cadre de référence fondamental pour déterminer la

---

<sup>1</sup> Kamāl 'Abd al-Laṭīf, *al-Taḥkīr fī al-'almānīyya : i'ādat binā' al-maḡāl al-sīyāsī fī al-fīkr al-'arabī* (Réflexion sur la laïcité : la reconstruction de l'espace politique dans la pensée arabe), Maroc/Liban, Afrīqīya al-Šarq, 2002, p. 144. Mohamed-Chérif Ferjani, *op.cit.*, p. 12-13.

recevabilité de la laïcité dans les sociétés où l'islam est la religion dominante. Cependant, l'évolution sociopolitique des sociétés arabes, le processus de modernisation et de sécularisation entrepris par les régimes nationalistes arabes, mais aussi la confrontation avec les mouvements islamistes, sont autant d'éléments qui élargissent le débat sur la laïcité pour y introduire une dimension politique. La question de la laïcité en tant qu'expérience et pratique dans les sociétés arabes et des régimes politiques est rarement posée, ou posée de manière consensuelle, présentant les régimes arabes laïcisant comme garant d'un moindre mal.

Ce travail propose de restituant à la problématique de la laïcité (un phénomène complexe qui s'est exprimé d'une façon autoritaire et parfois violente mais qui pose partout la question du rapport à la société), les dimensions sociales et politiques. De ce point de vue, et sans négliger le rôle de la religion, nous pensons que la problématique de la laïcité dans les pays arabes ne peut être comprise et appréhendée en dehors de l'analyse de la nature du pouvoir politique et de sa pratique du cadre politique de l'Etat et de la société.

Considérée comme une exception dans la région du Proche-Orient arabe, la Syrie se présente comme un pays où cohabitent pacifiquement des communautés ethniques et confessionnelles diverses. A la différence du Liban voisin, avec lequel elle partage une mosaïque de populations, la Syrie n'établit pas le confessionnalisme politique comme système d'équilibre communautaire<sup>2</sup>. Elle ne mentionne pas la religion sur les cartes d'identités et n'applique pas de système de quotas communautaires. Le modèle laïque du Baath syrien se présente comme un rempart à tout conflit intercommunautaire, comme le garant de la protection des minorités et de l'unité nationale. Cette image que le régime du Baath en Syrie aime se donner, notamment devant l'opinion occidentale, ne dispense pas d'aborder la question de fond de la nature complexe et ambiguë de ce modèle laïque. Que le Baath soit un parti qui porte les idées de la laïcité, qu'il existe une volonté des régimes de maintenir une unité nationale en dehors des considérations religieuses est évident. La vraie question est de savoir comment ces régimes incarnent et mettent en œuvre leurs politiques laïques.

Les recherches menées sur la Syrie établissent souvent un lien entre l'origine minoritaire du pouvoir politique et l'orientation laïque du régime. Ainsi, la laïcité en Syrie

---

<sup>2</sup> Le président de la République en Syrie doit être musulman selon l'article 3 de la Constitution syrienne de 1973. Pour plus de détails sur le confessionnalisme politique au Liban, voir Jacques Couland, « L'exception libanaise : confessionnalisme et laïcité », in *Pensée*, avril-mai-juin 2005, n° 342, p. 135-145.

n'aurait résisté sans la présence d'un régime dont les acteurs sont issus d'une minorité, en l'occurrence alaouite. S'il existe un rapport étroit entre l'élite politique au pouvoir et la laïcité, la nature de cette laïcité semble être définie en fonction de la nature du régime et non en fonction d'une quelconque dimension communautaire. De ce point de vue, la Syrie constitue un terrain privilégié pour l'analyse de la question de la laïcité et de son rapport au pouvoir. La lecture que nous proposons sur la question de la laïcité dans cette recherche s'efforce de mettre l'accent sur la dimension politique liée à la nature des pouvoirs et à la pratique des régimes vis-à-vis de cette question.

La laïcité constitue un aspect important de l'idéologie du parti Baath à laquelle sont attachés nombre de baathistes. Avec la transformation du pouvoir politique en régime autoritaire, la laïcité fait l'objet d'une manipulation de la part des dirigeants dont l'objectif premier est de conserver le pouvoir. Durant les années 1960 et notamment pendant la période du régime néo-baathiste de Ṣalāḥ Ḡdīd (1966-1970), les crises politiques, les luttes pour le pouvoir entre les différentes factions baathistes, le recours aux pratiques communautaires, la recherche de légitimité, sont autant d'obstacles qui ont affecté considérablement l'orientation laïque du Baath et abouti à la mise en place de mesures qui relèvent d'une laïcité contestée et polémique.

Sous le régime néo-baathiste de Ṣalāḥ Ḡdīd, la Syrie dispose pour la première fois d'une Constitution laïque qui ne fait aucune mention de la religion<sup>3</sup>. La politique du régime du Baath correspond à l'orientation idéologique laïque du Baath. L'arrivée de Hafez al-Asad au pouvoir en 1970 constitue une rupture idéologique avec la politique de son prédécesseur en ce qui concerne le rapport à la laïcité mais aussi la perception du pouvoir politique. Si la prise du pouvoir par Hafez al-Asad le 16 novembre 1970 met fin à des années d'instabilité politique, celui-ci règne sur la Syrie pendant trente années jusqu'à sa mort en 2000. Son régime devient autoritaire et fortement personnalisé. Le parti Baath, fondement de l'idéologie du régime, s'efface au profit du « pragmatisme » du leader. Cette situation débouche sur une séparation entre l'exercice du pouvoir politique et l'idéologie du parti Baath censée l'inspirer. Dans ce contexte, la laïcité revêt une dimension symbolique et devient un moyen et non un objectif à atteindre. Si la *'aṣabīyya* et les réseaux clientélistes constituent un facteur indispensable à la démarche de pérennisation du pouvoir, la laïcité constitue une couverture idéologique pour le

---

<sup>3</sup> La Constitution provisoire de la République arabe syrienne du 1<sup>er</sup> mai 1969.

régime. La manipulation de la laïcité par le régime se manifeste à deux niveaux : au niveau interne, liée à la nature communautaire du pouvoir, et au niveau externe, liée à l'image du régime devant la communauté internationale et notamment les pays occidentaux.

Dans cette perspective, le régime dont les dirigeants sont issus de la minorité, peut alors se présenter comme le garant des droits des autres minorités et de la paix intercommunautaire. L'option laïque du Baath s'impose ainsi face à un pouvoir majoritaire sunnite susceptible de dominer les minorités (druzes, chrétiens, kurdes, ismaélites). Si le Baath de Hafez al-Asad n'applique pas officiellement de système de quota dans l'Etat, il a tenté de promouvoir une représentativité des communautés notamment minoritaires au sein du gouvernement et de l'armée : un moyen de se rallier les diverses communautés et de se présenter à l'extérieur comme un régime soucieux des droits des minorités. Lors de la confrontation avec les Frères musulmans dans les années 1980, le régime s'est présenté comme capable de parer aux pires menaces, notamment pour les minorités chrétiennes. Dans ce conflit, la population s'est trouvée sommée d'accepter un régime certes autoritaire mais à même, par son visage laïque, de garantir la paix intercommunautaire. Cette laïcité lui permet alors d'être perçu à l'extérieur comme un pays respectueux des droits des femmes notamment et en lutte contre l'islamisme.

Ainsi, se revendiquer de la laïcité permet de légitimer aux yeux des pays occidentaux la lutte contre les mouvements islamistes et de passer sous silence la répression contre l'opposition au régime. L'option laïque s'inscrit de façon d'autant plus privilégiée dans la pérennisation du pouvoir que le mouvement islamiste constitue pour le régime syrien l'opposition la plus menaçante. Le régime baathiste de Hafez al-Asad tend à prouver que sa chute se ferait au profit des islamistes qui appliqueront la *Charia* et reviendront au temps des *dhimmi*. Mais l'option laïque dispense également le régime de faire des réformes démocratiques car cette ouverture risquerait de porter les islamistes au pouvoir. Comme le remarque Olivier Roy, « *les régimes laïques, assurés du soutien de l'Occident, cherchent à faire l'économie de la démocratie ou la contournent aisément [...] l'obstacle à la démocratisation ne provient pas tant des islamistes centristes que des élites laïques conservatrices divergentes...<sup>4</sup>* ». Si le discours du Baath sous Hafez al-Asad présentait une forte connotation nationaliste laïque arabe au début des années 1970, la crise et la confrontation avec les islamistes dans les années 1976-1982 obligent le régime à un

---

<sup>4</sup> Olivier Roy, *L'islam mondialisé*, Paris, Editions du Seuil, 2002, p. 45-46.

recentrage vers des symboles plus religieux et à une revalorisation de l'héritage islamique. D'autant que Hafez al-Asad est le premier président syrien issu d'une communauté minoritaire longtemps considérée par les conservateurs sunnites comme hérétique. Il s'appuie en partie sur les membres issus de sa communauté ; il existe ainsi une surreprésentation des alaouites notamment dans les fonctions militaires et sécuritaires<sup>5</sup> et il se trouve ainsi confronté à la légitimité de son régime. Il semble évident pour Hafez al-Asad de s'appuyer sur l'islam sunnite comme source de légitimité de son pouvoir, vu que l'islam sunnite est la religion de l'immense majorité de la population. Soucieux de ne pas s'identifier comme issu d'une minorité alaouite, ou tel un chef au service de sa communauté, Hafez al-Asad affiche dans les médias nationaux l'image d'un homme arabe humaniste, d'un dirigeant rationaliste et surtout d'un bon croyant qui donne à la religion sa juste place<sup>6</sup>. L'islam devient pour Hafez al-Asad un facteur d'unité aussi crédible que l'arabisme et le nationalisme. Le discours idéologique du Baath se positionne en fonction des crises et des besoins du moment. Certes la référence à l'arabisme et au nationalisme continue à figurer dans le discours officiel du régime, mais une importance particulière est accordée à l'identité et à l'héritage islamique de la nation arabe<sup>7</sup>. Le discours laïque sert alors de leurre destiné aux pays occidentaux. La laïcité devient un moyen de contrôle de la religion. Ce contrôle crée une sorte de rapprochement entre le pouvoir politique et les dignitaires religieux, en l'occurrence les *Muftis*. Ceux-ci font en quelque sorte parti du pouvoir qui les nomme et font passer sa politique et assoir sa légitimité. Aḥmad Kuftārū, nommé *Mufti* de la République en 1964, gardera jusqu'à sa mort en 2004 de bons rapports avec le pouvoir baathiste et représentera ainsi l'islam officiel. Mais la cooptation des religieux ne se limite pas à des personnalités religieuses officielles comme les *Muftis* ou les *Imams*. Des personnalités religieuses indépendantes dont l'orientation idéologique ou les intérêts avec le régime peuvent se rejoindre sont à même de servir le régime. Des personnalités comme Muhammad Sa'īd Ramaḍān al-Būfī, respectées et reconnues, dont la pensée religieuse rejette toute entrée de la religion dans la politique, ont des intérêts convergents avec le régime qui combat les islamistes comme les Frères musulmans. Mais cela ne peut à aucun moment signifier que des personnalités comme

---

<sup>5</sup>Alain Chouet, « L'espace tribal des Alaouites à l'épreuve du pouvoir : la désintégration par le politique », in *Monde arabe Maghreb-Machrek, Tribus, tribalismes et Etats au Moyen-Orient*, sous la direction de Riccardo Bocco et Christian Velud, Paris, La Documentation Française, janvier-mars 1995 n°147, p. 93-120.

<sup>6</sup> Voir Iskandar Lūqā, *Hāfiẓ al-'Āsad : mu'ğam fī al-fikr al-sīyāsī wa al-'iğtimā'ī* (*Hafez al-Asad dictionnaire dans la pensée politique et sociale*), Damas, al-Ithḥād al-'Ām li-Naqābāt al-'Ummāl, 1995, p. 111-122.

<sup>7</sup> Entretien avec Aḥmad Barqāwī, professeur de philosophie à l'Université de Damas, Damas, le 25 mai 2009.

Muhammad Sa‘īd Ramadān al-Būṭī acceptent la laïcité. Il est même au contraire l’un des plus hostiles à la laïcité<sup>8</sup>.

Le contrôle du religieux permet au régime de disposer d’hommes de religion, parfois influents et populaires, qui sont mobilisés en cas de crise de légitimité du régime, permettant de diminuer ou du moins de canaliser le mécontentement populaire. Mais cette incorporation des religieux se fonde sur un contrat entre les deux partis. Si les dignitaires religieux sont contre la politisation de l’islam, ils aspirent à une société islamisée. Un islam dépolitisé contre une société islamisée. La politique religieuse qui sévit en Syrie aujourd’hui résulte d’ailleurs de la connivence entre le pouvoir politique et les *Ulémas* conservateurs. De leur côté, les religieux ont intégré la vérité de cette équation ; après la violente réaction des autorités à l’encontre des Frères musulmans dans les années 1980, les religieux se sont gardé de s’immiscer dans la vie politique et de questionner la légitimité du régime. Mais cette politique d’équilibre des forces entre laïques et religieux s’est avérée être à l’avantage du courant religieux officiel appuyé plus fortement par le régime, selon les circonstances. Si avec l’arrivée du parti Baath au pouvoir en 1963, l’orientation laïque des régimes syriens acquiert un caractère officiel et entend mettre en place un régime laïque, et ouvrir le débat, la mise en place de la laïcité telle qu’elle est théorisée par la pensée baathiste s’avère problématique. Le débat sur la laïcité en Syrie est resté limité aux milieux intellectuels ; les différents régimes baathistes syriens ont toujours manifesté une méfiance à l’égard de toute participation du politique dans un tel débat et cela en dépit du caractère laïque de leurs pouvoirs. S’il est permis de publier des livres, des articles ou d’organiser des colloques et conférences traitant des questions relatives au rapport entre politique et religion<sup>9</sup>, organisés par les universités syriennes ou les centres culturels occidentaux en Syrie<sup>10</sup>, cette liberté ne doit pas dépasser « les lignes rouges » tracées par le pouvoir politique. Lors de ces débats, la laïcité est notamment abordée dans ses aspects doctrinaux, c’est-à-dire par rapport à l’islam et à la pensée arabe, sans que ses modes d’application par le régime baathiste ne soient débattus. De ce point de vue la réflexion autour de la laïcité est restée orientée par le pouvoir, de sorte que

---

<sup>8</sup> Muhammad S‘īd Ramadān al-Būṭī a refusé d’accorder un entretien à l’auteur.

<sup>9</sup> A l’occasion de la deuxième semaine culturelle du Département d’Etudes Philosophiques et Sociologiques de l’Université de Damas, un colloque intitulé : *al-‘Aqlānīyya wa al-‘almānīyya al-šarq awsaṭīyya (Le rationalisme et la laïcité au Moyen-Orient)*, est organisé du 22 au 29 avril 1995.

<sup>10</sup> Les 17 et 18 mai 2007, le colloque *al-‘Almānīyya fī al-mašriq al-‘arabī (La laïcité dans l’Orient arabe)*, se tient à Damas sous l’égide du centre culturel danois. Un deuxième colloque prévu en 2009 n’a pas eu l’agrément du Ministère de la Culture syrien.

ne sont abordés que des aspects généraux.

La problématique générale de cette recherche consiste à mettre l'accent, dans le contexte syrien, sur la question de l'ambiguïté de la politique du Baath à travers l'analyse du fonctionnement et du comportement des régimes politiques baathistes face à la question de la laïcité. Il s'agit d'identifier les facteurs qui peuvent être interprétés comme des indicateurs d'ambiguïté et d'incohérence dans la politique baathiste à l'égard de cette orientation laïque et d'évaluer son impact (l'impact de cette politique) sur la société et ceci à travers l'examen des idées, des discours et des comportements des acteurs politiques et étatiques. Comment ces régimes réussissent à se donner l'image d'un pouvoir laïque tout en manipulant les communautés et instrumentalisant la laïcité afin de légitimer et pérenniser leur pouvoir sous prétexte d'être en butte aux divisions communautaires et d'œuvrer pour l'unité nationale ?

Notre but n'est pas d'analyser le système politique sous le règne du Baath, mais de comprendre le mécanisme emprunté par ce système pour affronter des problèmes liés à la question de la laïcité, à savoir le rapport au pouvoir, aux communautés ethniques et confessionnelles, aux mouvements islamistes mais aussi le rapport à la société. Il ne s'agit pas tant d'une étude du parti Baath ou de la laïcité que des rapports problématiques qu'ils entretiennent et des conséquences qui en découlent.

Le cadre temporel analyse la période pendant laquelle le Baath se trouve au pouvoir en Syrie, c'est-à-dire de 1963 à 2000 avec un intérêt particulier pour la période qui s'étend de 1970 à 2000, période qui correspond à la montée du président Hafez al-Asad au pouvoir. L'intérêt plus particulier porté à la période du président Hafez al-Asad réside dans le fait qu'elle se caractérise par une stabilité politique qui contraste avec l'instabilité observée jusqu'alors, et par la volonté d'un homme (Hafez al-Asad) de mettre en place sa propre orientation politique et sa propre lecture de l'idéologie baathiste et de la laïcité. Cependant, pour bien comprendre la période étudiée nous sommes remontés au début des années 1940 et parfois avant. Les événements étudiés ont été repris selon la chronologie et selon leur importance dans l'histoire de la laïcité et du Baath en Syrie.